

Ibarretxe en tête



Zer berri
Udalbiden ?
page 5

Constitution :
oui à l'Europe !
pages 8/9

Les clusters au
cœur de l'économie
page 11

ISSN 1285 199X



Plus que jamais, la centralité d'EAJ-PNB

L'événement de ce mois d'avril aura été sans nul doute le résultat des élections autonomiques dans la Communauté autonome d'Euskadi. La victoire de la coalition EAJ-PNB et EA qui obtient près de 40% des voix dans cette huitième législature est l'enseignement principal de ce scrutin. La baisse en voix de près d'un pour cent, inédite depuis plusieurs années, des candidats constitutionnalistes espagnols (PP et PSOE) avec parallèlement la légère progression des voix abertzale est aussi un fait à prendre en compte.

Le bon résultat des nationalistes modérés, comme l'on a coutume de les appeler, est assez rare pour être noté : très peu de partis en Europe obtiennent de tels résultats : arriver en tête une nouvelle fois et ce après 25 ans au pouvoir !

Les autres enseignements de ces élections sont le renversement au sein des partis espagnolistes de la répartition des sièges : le parti au pouvoir à Madrid engrange plus de sièges que le parti d'opposition espagnol : le PSOE aura 18 sièges et le PP 15 désormais, l'inverse des élections précédentes. Rien de nouveau de ce côté-là.

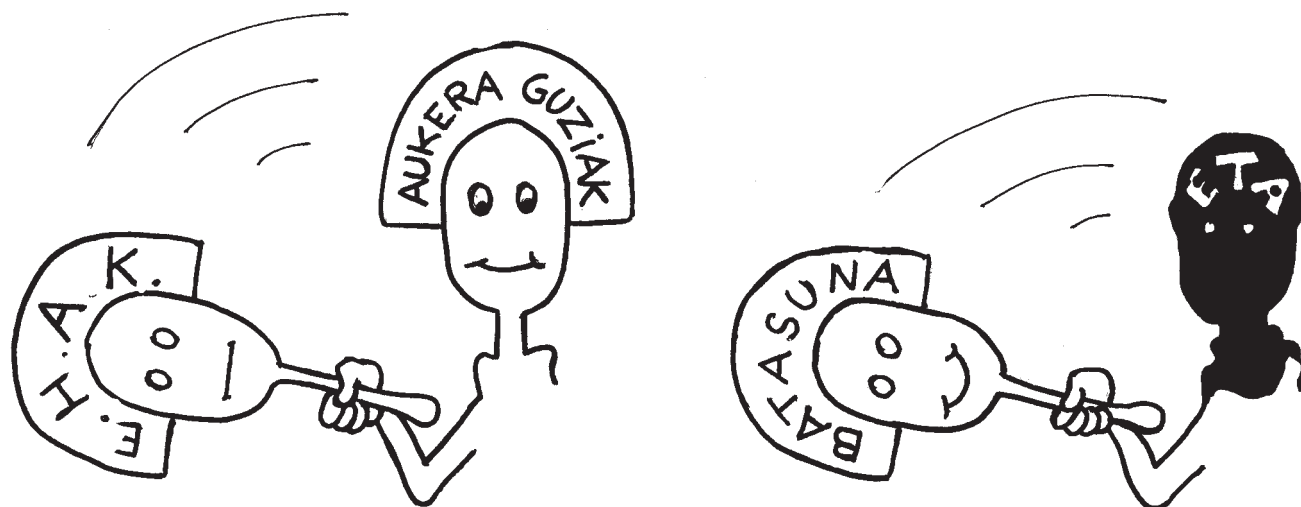
La seule nouveauté : la représentation de la gauche abertzale. Sous le sigle PCTV-EHAK, les nationalistes radicaux obtiennent 9 sièges, soit deux de plus qu'en 2001 mais loin des 11 de HB en 1994 ou des 14 d'EH en 1998. Cette légère remontée de la gauche radicale s'explique par une "prime à l'oppression" qu'a connue Batasuna interdit de

participation aux élections à cause de la loi espagnole pour la liberté. Loi qui a échoué dans son but avoué de faire disparaître un courant de pensée. Le battage médiatique autour de l'interdiction ou non d'EHAK aura fait le reste pour attirer des voix supplémentaires.

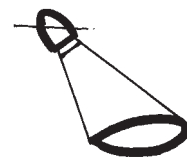
En résumé, beaucoup de stabilité à l'intérieur des deux camps ou entre les deux camps. Si l'on en reste à cette lecture des deux camps, tout semble bloqué. Mais si l'on fait preuve d'audace visionnaire, là tout devient possible. Au delà de la composition du gouvernement basque, la société basque a envoyé un message clair et double : tout d'abord l'affirmation de la spécificité du Pays basque, de sa culture, de sa langue, de son histoire, de l'existence d'un peuple basque. Madrid ne peut l'oublier ou le mettre de côté. L'autre point est la volonté de cette même société d'atteindre enfin la normalisation, la fin de la violence politique et le retour à la paix. La gauche abertzale ne peut l'oublier ou le mettre de côté. A la croisée de ces deux messages, EAJ-PNB qui doit désormais ouvrir une nouvelle ère où le gouvernement espagnol et le PSOE d'un côté, et la gauche indépendantiste de l'autre doivent se rencontrer et dialoguer. Ce jeu à trois acteurs, ce triangle dont a parlé Josu Jon Imaz, président national d'EAJ-PNB est la clé de voûte de la solution. Solution plus que jamais à notre portée. Nous en reparlerons dans les mois à venir.

2005

Legebiltzarrean



Ciorka



Elections autonomiques : le rôle central de la coalition EAJ-PNB / EA

La coalition formée par les partis nationalistes modérés EAJ-PNB et EA restera la force centrale du nouveau parlement basque issu des élections du 17 avril. Avec ses 29 députés elle devance largement son concurrent le plus direct, le PSE (gauche espagnole) et ses 18 élus. Elle se permet même le luxe d'arriver en tête dans chacune des 3 provinces historiques. Mais elle n'atteint pas la majorité absolue comme le laissaient présager les sondages d'avant élections.

L'explication ? Une abstention à la hausse (11 points de plus qu'en 2001) et la percée d'un parti jusqu'alors inconnu, le parti communiste des terres basques (EHAK). Malgré l'appel pressant du PP (droite espagnole) qui y voyait l'hydre Batasuna, le PSOE, au pouvoir à Madrid, avait refusé d'illégaliser la nouvelle formation politique. Un choix payant en matière stratégique puisque le parlement basque est plus émietté que jamais entre 7 partis politiques. La recherche d'une majorité politique en sera d'autant plus compliquée.

Globalement, l'équilibre entre forces abertzale et espagnoliste reste le même malgré la poussée perceptible du vote nationaliste basque. C'est à l'intérieur de chaque "camp" que se sont effectués les mouvements de voix. Le PSE a pratiquement gagné ce que le PP a perdu. Et les communistes d'EHAK en ont fait de même avec la coalition EAJ-PNB/EA. L'enjeu qui semblait moins important qu'en 2001 pourrait aussi expliquer l'émiettement des votes. En 2001, il

s'agissait de faire barrage au très rigide candidat PP Jaime Mayor Oreja.

Cette fois-ci, le danger écarté, chacun est retourné vers ses choix partisans. Certains, persuadés d'une large victoire de la coalition, ont même dû rester à la maison. Et la gauche indépendantiste et les socialistes espagnols qui ont su mieux mobiliser leurs électeurs en ont profité.

La surprise de ce scrutin aura été l'irrup-

tion du parti communiste des terres basques. Inconnu quelques jours encore avant le scrutin, il a réussi à faire élire 9 députés. Avec le coup de main de Batasuna. Le parti interdit de la gauche abertzale ayant clairement appelé à voter pour lui. Au-delà du "folklore" (l'Internationale chantée en basque le poing levé à chaque meeting, ou l'étoile rouge) ce vote aura rappelé que la gauche indépendantiste conserve une influence certaine notamment en Gipuzkoa. Et que la

répression dont elle est victime de la part des autorités espagnoles sert en premier les intérêts des espagnols et de...la gauche abertzale elle-même. Reste maintenant à trouver une majorité qui gèrera les intérêts de la communauté autonome basque pour les 4 ans à venir. Juan Jose Ibarretxe est le candidat tout désigné. Par le résultat des urnes et la travail accompli lors de son précédent mandat.

Il semble difficile de se passer de l'alliance EAJ-PNB/EA. Une coalition "espagnoliste" PSE/PP n'aurait que 33 députés. Autant que le tripartite sortant EAJ-PNB/EA/EB, plus l'élue d'Aralar.

Le lehendakari pourrait fort bien diriger un gouvernement minoritaire en trouvant des alliances ponctuelles. La chose est courante de l'autre côté des Pyrénées, où le scrutin de liste à la proportionnelle rend quasi impossible la majorité absolue pour un seul parti.

Avec une économie qui va bien et booste un pays en pleine expansion, ce mandat pourrait

bien être celui qui marquera la disparition de l'ETA. Pour cela il faudra compter sur le rôle central d'EAJ-PNB et d'EA qui sauront tendre la main aux frères ennemis d'hier : les socialistes espagnols et la gauche indépendantiste.

Quant au PP, s'il refuse de prendre le train de l'espoir, on le laissera continuer en solitaire ses élucubrations de prétendus complots montés de toute pièces contre "l'Espagne une et grande".



Ibarretxe
le soir de sa victoire

ARABA										BIZKAIA								
OCTOBRE 1998			MAI 2001			AVRIL 2005				OCTOBRE 1998			MAI 2001			AVRIL 2005		
VOIX	%	ÉLUS	VOIX	%	ÉLUS	VOIX	%	ÉLUS		VOIX	%	ÉLUS	VOIX	%	ÉLUS	VOIX	%	ÉLUS
47 530	28,2	7	64 832	33,37	9	51 601	30,60	8	EAJ-PNB - EA	263 913	38,9	10	333 945	43,25	12	264 774	40,88	11
20 536	12,2	3	11 836	6,09	1	14 180	8,41	2	EH/EHAK	99 936	14,7	4	61 894	7,97	2	65 431	10,10	1
						2 541	1,51	0	ARALAR							10 187	1,57	0
9 625	5,7	1	11 430	5,88	1	8 395	4,98	1	EB/IU	42 576	6,3	1	43 701	5,63	1	36 258	5,60	1
28 574	17	5	39 469	20,31	5	42 994	25,49	7	PSOE	125 022	18,5	5	139 684	17,98	4	151 347	23,37	6
45 273	26,9	7	62 737	32,29	9	43 765	25,95	7	PP	138 642	20,5	5	181 404	23,35	6	113 867	17,58	5
14 278	8,5	2				3 740	2,22	0	UA	932	0,01	0				259	0,04	0
	70,6			79,5			69,8		VOTANTS		70,6			80,1			68,1	
GIPUZKOA										COMMUNAUTÉ AUTONOME								
OCTOBRE 1998			MAI 2001			AVRIL 2005				OCTOBRE 1998			MAI 2001			AVRIL 2005		
VOIX	%	ÉLUS	VOIX	%	ÉLUS	VOIX	%	ÉLUS		VOIX	%	ÉLUS	VOIX	%	ÉLUS	VOIX	%	ÉLUS
144 815	36,1	10	203 445	44,14	12	147 498	38,27	10	EAJ-PNB - EA	456 258	36,6	27	604 222	42,19	33	463 873	38,60	29
102 792	25,6	7	69 409	15,06	4	70 577	18,31	5	EH/EHAK	223 264	17,9	14	143 139	10,00	7	150 188	12,50	9
						15 273	3,96	1	ARALAR							28 001	2,33	1
18 634	4,6	0	23 731	5,15	1	20 278	5,26	1	EB/IU	70 835	5,6	2	78 862	5,51	3	64 931	5,40	3
65 011	16,2	4	74 042	16,07	4	78 088	20,26	5	PSOE	218 607	17,5	14	253 195	17,68	13	272 429	22,67	18
66 665	16,6	4	82 792	17,96	4	51 183	13,28	3	PP	250 580	20,1	16	326 933	22,83	19	208 795	17,38	15
512	0,1	0				133	0,03	0	UA	15 722	1,2	2				4 132	0,34	0
	70,7			79,7			68,7		VOTANTS		70,6			79,9			69	



Référendum local ?

Les dernières lois de décentralisation permettront-elles de débloquer le dossier département Pays basque? C'est ce qu'espère l'association des élus pour un département Pays basque (AEDPB). Réunis à Hélette - Heleta le 23 avril dernier, ses membres ont décidé d'aller à la pêche aux signatures. Concrètement, en recueillant au moins 46 000 signatures favorables, soit l'équivalent de 10% des électeurs inscrits, l'association compte bien demander au Conseil général des Pyrénées Atlantiques d'organiser un référendum local sur la création de deux départements. La tâche sera ardue puisque, s'il est organisé, ce référendum aura lieu sur l'ensemble du département actuel. Un immense travail d'explication devra alors être effectué auprès des Béarnais. Histoire de prouver que ce qui est bon pour les Basques (une institution propre) l'est forcément aussi pour eux.

De dangereux autonomistes

Domage que l'archipel du goulag ne soit plus que de l'histoire ancienne. C'est ce qu'a dû penser le très moderne et modéré commissaire du gouvernement de Pau récemment. En accusant les élus de 25 communes de Labourd et de Basse Navarre de soutenir financièrement "un mouvement semi-autonome", il a fait faire un grand bond (en arrière) à la justice française. La faute de ces élus ? Avoir accordé une subvention à l'Association des élus pour un département Pays basque adhérente du collectif Batera. Collectif qui porte ces 4 revendications majoritaires en Pays basque : un département, une université, l'euskara langue officielle et une chambre d'agriculture. On notera au

passage que des élus souletins dans le même cas n'ont pas, eux, été inquiétés. Encore une fois un exemple typique de l'égalité républicaine. Le tribunal, clément, n'enverra pas les fautifs en Sibérie. Mais s'est contenté de dire aux maires ce qui était bien pour eux et leurs administrés, c'est-à-dire ne pas aider de dangereux autonomistes. Bien entendu, les subventions qui iraient à des associations promouvant l'unicité du département 64 seront, elles, les bienvenues.

Egalité à géométrie variable

Comme le disait un regretté comique, "l'égalité c'est bien, mais c'est dommage, il y en a qui sont toujours plus égaux que les autres". Et c'est le pays qui est le plus égal aux autres (c'est même marqué sur le fronton de sa république) qui donne l'exemple. C'est ainsi le cas en matière de financement des partis politiques. Une campagne pour ou contre la constitution européenne financée par des fonds publics ? Vous y avez droit à condition de faire parti "des 9 mouvements politiques jugés (?) les plus représentatifs du territoire français". Tant mieux si vous êtes d'extrême droite française ou souverainiste d'un groupuscule de gauche jacobine. Par contre, tant pis pour vous si vous êtes d'un parti autonomiste basque, corse ou breton et que vous représentez une force politique non négligeable dans votre région. Enfin, ça ne nous empêchera pas de faire campagne pour le "oui !".

Anoeta terrain d'ovalie

Par un beau dimanche d'avril, le mythique stade de la Real sociedad avait abandonné ses couleurs fétiches le temps d'un match de... rugby. Exit le bleu et blanc et le ballon rond et place au rouge et blanc et au ballon ovale. Tout ça, pour le plus grand plaisir des 32 000 spectateurs basco-irlandais qui ont vibré en suivant le match de coupe d'Europe opposant Biarritz et le Munster. Au-delà du seul résultat sportif, on applaudira la belle initiative des dirigeants biarrots qui ont su convaincre les sceptiques qu'on pouvait jouer un match de rugby "à l'étranger" dans de très bonnes conditions. Et que tous, joueurs, supporters et commerçants, étaient gagnants. Un exemple que d'autres clubs (l'aviron bayonnais football ?) pourront rappeler lorsqu'on leur interdira de jouer hors du "territoire national".

Que roule Baiona !

Si vous fréquentez les gares TER (train express régional) du Pays basque vous aurez peut-être l'occasion de croiser "Baiona-Bayonne". C'est le nom de la toute nouvelle automotrice ZTER de la SNCF. Ce nom de baptême très symbolique, on le doit au Conseil régional d'Aquitaine qui veut promouvoir "une politique d'encouragement de l'usage de la langue basque". Dans la même idée, le bilinguisme s'affiche sur les plaques de quai des gares TER. Mais ce n'est qu'un début, puisque cette politique ne peut s'appliquer que dans les zones où le conseil régional est compétent. Dans les autres gares, on en reste encore au slogan préhistorique "la langue de la république est le français...".

Etxepare lizeoa xapeldun

Des chiffres à faire pâlir d'envie tous les lycées de France et de Navarre, c'est ce dont peut se targuer le lycée Etxepare de Bayonne : 86% de taux de réussite tous bacs confondus (mais 100% de reçus aux bacs L et ES) et un taux d'accès au bac de 100%. C'est-à-dire qu'un élève qui est en première dans ce lycée est certain d'y avoir son bac. Ces chiffres, on les trouvait dans l'édition de SO du 11 avril dernier. Domage que le journaliste ait omis de signaler que le lycée Etxepare était géré par Seaska et que l'enseignement y est dispensé en basque en grande partie. Peut-être que cette précision aurait aidé à faire taire les rumeurs infondées sur l'inefficacité supposée de l'enseignement bilingue...

Une calcullette pour l'inspecteur des impôts

Toujours dans son rôle de provocateur émérite, Jean Espilondo vient de se distinguer en déclarant qu'il se réjouissait de la défaite d'EAJ-PNB en Euskadi et de la victoire du PSOE. Ce qui revient à dire que 29 est plus petit que 18 ! Car en effet EAJ-PNB obtient 29 sièges et le PSOE 18. De telles défaites, on en voudrait plus souvent ! Rappelons que déjà Espilondo est un inspecteur des Domaines faible en mathématiques : il considère en effet que 60 est plus petit que 40. Car le vote de son parti vis-à-vis de la Constitution Européenne avait été de 60 % de OUI contre que 40% de NON. Ce qui n'empêche pas l'élue d'opposition anglo-ye de s'engager publiquement pour le NON, ne respectant pas ainsi les règles de démocratie interne de son parti. Mauvais en calcul et en démocratie : quel parcours intéressant...



mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
 Tel : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
 Resp. de publication : Philippe DULUC

IMPRIMERIE DU LABOURD - BAYONNE
 COMITÉ DE RÉDACTION :

Fernando ALMANDOZ, Aitor ARANDIA,
 Jean BARENETCHE,
 Ramuntxo CAMBLONG, Gilles CHOURY,
 GORKA, Christophe IRASSART
 Beñat OTEIZA, Manuel VAQUERO.

N° CPPAP 0608 P 11238



Udalbide – Udalbiltza

Aberri Eguna

Martxoaren 27an goizeko 9ak eterditan Baztan –eko Amaieur herriko mendixka batean dagoen monolitoaren aintzinean bildu ziren Udalbiltzako hautetsiak. Bildu eta orroitu toki hortan berean eremana izan zela Nafarroaren independentziaren azken bataila. Norbaitek erran zuen bezala gudaldi hori, F. Xabierren bi anaiek zuzendua, nola izan den 5 mende berantago abertzaletasunaren hazia.

Udalbiltzako lehendakari Julian Eizmendi Azpeitiako Alkatea (EAJ) J-M Agirrezabala Debako Alkatea(EA) eta R.

- Seaska : 240 mila euro 10 bat ikastola lehen mailakoak eta Ziburuko kolejioa ber antolatzeko. Egoitza frango ez baitago hain ongi hala nola Ziburuko kolejioa lehen lehenik, baita beste lehen mailako egoitza frango ere.
- Ikas-Bi : 35 mila euro haurren karretzeko autobus berri bat behar baitute (zutenak leher egin baitu), Hego eta Iparraldeko haurrak Azkarateko aisia lekura eremateko.
- Uda Leku : 21 mila euro furgoneta bat erosteko garraioerendako jada jaz beste bat erosi zuten Udalbideri esker. Horra orain bigarrena haur garraioa egiteko hau ere.

lehentasuna, euskararik gabe ez baita Euskal Herririk edo Euskadirik. Euskara beste hizkuntzak bezala behar da ikasi eta gero erabili, denetan : familian, lagunartean, kiroltan, aisialdian, lan denboretan eta abar... hori lortzeko borrokatzen gira. Erkide Autonomoko Udaletxeek, Diputazonek eta Eusko Jaurlaritzak laguntza anitz ekartzen dituzte euskara bizi dadin gure 7 lurraldeetan. Eskerrak bihotzetik Iparraldearen partez.

Euskararen Erakunde Publikoa

Hau da delako GIParen izen ofiziala. 2005ean hasia da lanean. Bere egiteko handiena da euskararen irakaskuntza 3 sareetan bultzatzea. Max Brisson, Biarritzeko hautetsi eta Departamenduko lehendakari ordea da erakundearen Presidenta.

Izugarriko artikulu luze eta bipil bat egin du erranez Udalbideren diru laguntzek traba zezaketela Euskal Erakunde Publikoaren ibiltzea bai eta ere Eusko Jaurlaritzako Hizkuntz sailarekin Erakunde horrek daukan har emana . Gure ustez ez du batere konprenitu Udalbideren laguntzak emanak izan direla berak ez orain eta behar bada sekula laguntzen

ahalko ez dituen eremu batzuetara legeak ez baitio ahal hori uzten Frantzian : egoitzen eraikuntzak, garraio tresnak eta beste.

Bestalde, mementoz ez du ere laguntzen prentsa idatzia. Egia erran, beste egitekorik badu Hezkuntza sailean lehen lehenik Gure ustez Udalbide ren laguntzak Erakunde Publikoak egiten duen lanaren betegarri (complémentaire) dira eta ez dira batere lan horren kontra joan.

Udalbide Euskal Herriko 3 lurralde politiko administratiboetako alkate eta hautetsiz osatua da.

Bere helburua da euskaldunen ezaggarri nagusia den euskara denetan bultzatzea. Eta hori bereziki Erkidego Autonomoan bezalako tresnak ez dituzten lurraldetan : Nafarroan eta Iparraldean.



Uxue Barkos, Nafarroa Bai-ko hautetsia, Josu Jon Imaz eta alderdikideekin

Kanblong Iparraldeko Angeluko zinegotzia (EAJ) izan ziren hiru hizlariak, 3 hizkuntzetan 50 bat jenderen aintzinean egin zen ekitaldian.

Udalbide Udalbiltza-ren sustenguz etorriak ziren Josu Jon Imaz EAJ-PNBko Lehendakaria, Ramirez jauna EAJko arduradunetarik, Uxue Barkos Madrilen Diputatu dena Nafarroa Bai en izenean, eta Miren Egaña Batzandarra Aralar-en izenean. Beraz lau alderdi politiko bildu ziren ekitaldi hortan. 2005eko Aberri Egun honetako ekitaldi batuena. Ongi etorria Inigo Iturralde Baztango zinegotziak egin zuen.

2004ko diru laguntzak

Baionan apirilaren 5ean emanak izan dira Udalbideren laguntzak. Iparraldearentzat : eta apirilaren 8an Irunean Nafarroarentzat. Baionan emanak hauek izan dira :

- Prentsa idatzia : Herria astekariak 6 000 euro bere bidea aintzina ereman dezan,euskal idazle eta irakurleek segi dezaten euskaraz idazten eta irakurtzen . eta beste 6 000 Mendizolan xuberotar elkartek Pika haur aldizkaria beti atera dezan. Azkenik 2 000 euro Altxa Mutilak marinelen errebixtarantzat.

- Kultur ekitaldietako : West Ibarre Side ikusgarriari 8 500 euro . Bunuzeko Xoriek beren 25 urte kari muntatua. Zirri Marra Garazin bi andereñok haurrei diseinua erakasten duen elkarteari 900 euro. Haize Berrik Pasairekin muntatu "oihanetik itsasora" ekitaldi, mintzaldi ikusaldiarendako 6 000 euro.

2001etik orain arte miloi bat euro baino gehiago eman ditu Udalbidek Iparraldean, gehiena (780 mila euro) Ikastolen laguntzeko. Euskara da Udalbideren

R. Kanblong

H E R R I A K

PAYS



Les euro-régionalistes pour le oui au Traité Constitutionnel.

La grande majorité des partis membres de la fédération Régions et Peuples Solidaires ont adopté une position proche de la nôtre. Le mouvement historique européen d'affaiblissement des Etats-nations et les garde-fous posés à l'ultra-libéralisme ont été déterminants à l'heure du choix. Certes, nos principales revendications sont loin d'être satisfaites, malgré quelques avancées. Mais, ce Traité n'est qu'une étape et s'inscrit dans une continuité historique qui nous est favorable.

Contre la corsophobie

L'Unione dont est membre le PNC a dénoncé la partialité avec laquelle France 2 a présenté les Corses lors de l'émission " Envoyé spécial ". Le traitement calomnieux y a été insupportable. En résumé, la Corse apparaît comme une terre de haine, de racisme et de xénophobie. Interpellé par les abertzale de l'île, l'Assemblée de Corse est malheureusement resté muette. Le groupe nationaliste ne restera pas inactif et se dit prêt à saisir les instances compétentes, au plan européen et international. Ses arguments : la Corse a toujours été une terre d'accueil et le restera, les Corses sont un peuple qui a droit à la vie et au respect, enfin l'Etat français, avec son passif colonial et son incapacité à respecter les minorités nationales n'a aucune leçon à donner.

Source : Arritti, du 21 au 27 avril



Corsica
Corse



Occitania
Occitanie

Les Anglais débarquent en Occitanie

Fuyant l'insécurité, le stress, le temps médiocre et un marché de l'immobilier tendu, un nombre croissant d'Anglais décident de s'installer en Occitanie. L'étude des cartes de séjour demandées par des résidents britanniques en 2002 par rapport à 1996 fait ressortir des augmentations évidentes : Creuse +115%, Landes +98%, Charente +77%, Haute-Vienne +96% et Charente-Maritime +89%. Cette nouvelle clientèle à fort pouvoir d'achat est à l'origine d'un repeuplement de certaines zones et permet une nouvelle argumentation pour le maintien des services publics. Pour autant, elle induit de nouveaux phénomènes : la pression immobilière en hausse + 20% à 30% dans les zones desservies par des compagnies aériennes low-cost, un nouveau communautarisme anglophone. Le lobby britannique sera aussi à prendre en compte lors des prochaines élections municipales

Source : Occitania de mars-avril

N A Z I O A R T E A



Un Kurde chef d'état

Cette grande première vient d'avoir lieu en Irak. Jalal Talabani, l'un des deux principaux dirigeants des kurdes d'Irak (avec Massoud Barzani) vient d'être élu président de la république d'Irak par le parlement. Après les années de répression du régime baasiste de Saddam Hussein (on se souvient particulièrement du gazage des populations civiles d'Hallabdjah) les kurdes trouvent enfin leur place dans un Irak fédéral. Même s'ils ont accepté de jouer le jeu de l'unité irakienne, ils comptent bien défendre farouchement l'autonomie de leur région. Réputés plus modérés que les deux autres factions principales du pays (les sunnites et les chiites), ils pourraient bien faire pencher la balance vers un islam ouvert.

Bientôt une union asiatique ?

Après l'Amérique du sud, ce sera peut-être bientôt au tour de l'Asie de se constituer en nouveau pôle politique. Cette communauté de l'Asie orientale (EAC en anglais) serait un géant tant politique qu'économique. Constituée de 13 pays, (Japon, Chine, Corée du sud, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Philippines, Brunei, Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam) elle pourrait rivaliser avec les autres grands blocs que sont l'Europe ou les Etats Unis. L'idée, lancée fin 2004, pourrait bien se concrétiser lors d'un sommet prévu avant fin 2005 en Malaisie. Mais les écueils sont nombreux. D'abord, la rivalité entre deux de ses géants, le Japon et la Chine. Ensuite, l'oncle Sam veille au grain. L'Asie du sud est (hors la Chine communiste) fait encore parti de son pré carré. Et les Américains ne voient pas forcément d'un bon œil un géant politico-économique se former à ses portes. Ils préfèrent de loin des accords bilatéraux avec chacun des pays plutôt que de négocier un accord global avec un si puissant partenaire que l'EAC. Mais si les Asiatiques persistent, les Etats Unis devront céder. Restera alors la solution du cheval de Troie en tentant d'inclure des pays "amis" dans la communauté, comme l'Australie et la Nouvelle Zélande.



Le gaélique de retour

L'Irlande pouvait être fière de ses traditions et de son histoire jalonnée de batailles contre l'occupant anglais. Elle le sera encore plus désormais, après l'adoption d'une nouvelle loi destinée à promouvoir l'usage du gaélique. Le gaélique, c'est la langue originelle des irlandais qui a reculé au profit de l'anglais en ne subsistant plus que dans des zones rurales, appelées les Gaeltacht. Désormais les noms de lieux officiels qui y seront employés seront ceux en gaélique. Dans les zones non gaélophones, une autre loi a déterminé les appellations en langue irlandaise qui devront figurer aux côtés de celles usuelles en anglais. Ne reste plus qu'à en généraliser l'usage social et la survie de cette langue celtique sera assurée. Mais comme dirait quelqu'un, il ne suffit pas d'avoir une institution (un Etat dans le cas de l'Irlande) pour y parvenir mais aussi une volonté politique et sociale ...

INTERNATIONAL



La directive Bolkestein, un épouvantail qu'on agite...

A lors que le non progresse dans les sondages et qu'il semble s'installer durablement, force est de constater que le débat préparatoire au référendum sur la Constitution Européenne est en permanence pollué par nombre d'éléments hors sujets.

La polémique sur la fameuse directive Bolkestein en est une illustration manifeste. Elle constitue à elle seule une synthèse parfaite de tous les malentendus, mauvaises foi, approximations, amalgames, voire affabulations qui parasitent le débat sur la Constitution européenne. En effet, cette directive vise simplement à achever un objectif remontant au Traité de Rome de 1957 et relancé en 1986 avec l'Acte unique : réaliser en Europe un grand marché unique fondé sur la liberté de circulation des capitaux, des marchandises, des travailleurs et des services ; ce marché commun organise ainsi le libre-échange à l'intérieur des frontières de l'Union européenne depuis près de 50 ans.

Approfondissement de la libre circulation

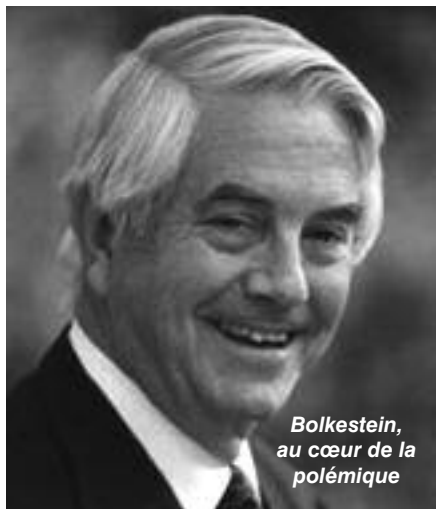
Les deux premières libertés vont largement de pair et ont été mises en œuvre très rapidement dans les faits. Il en est allé tout autrement des deux autres libertés, celles des services et des travailleurs qui elles aussi sont étroitement liées. La liberté de circulation des travailleurs est largement restée lettre morte (en raison notamment de la faible mobilité des européens). Quant aux services qui représentent les deux tiers de l'économie européenne, ils ont été longtemps épargnés par la concurrence, soit parce qu'ils sont locaux (le salon de coiffure de Bayonne n'est pas en concurrence avec celui de Dublin pas plus qu'il ne l'est avec celui de Niort), soit parce qu'ils sont protégés par une série de réglementations nationales concernant la santé, les services publics, l'éducation...

La directive Bolkestein a donc pour objectif de rendre effective la libre circulation des services en Europe ; elle prévoit en substance d'appliquer aux services ce qui a été fait pour les marchandises depuis le début de la construction européenne : si un service peut être proposé par un polonais à Varsovie, il peut l'être aussi dans tout autre pays de l'Union européenne. La réglementation régissant ce service sera celle du pays d'origine du travailleur, en l'occurrence la Pologne. C'est justement autour de ce fameux principe du pays d'origine que la polémique s'est cristallisée. Néanmoins, il paraît utile de rappeler un certain nombre d'éléments afin de nuancer le contenu de ce texte et relativiser les critiques virulentes dont il fait l'objet :

- la directive Bolkestein n'a pas inventé le principe de pays d'origine : dès 1979, la Cour de Justice des Communautés Européennes consacrait ce principe en matière de circulation des marchan-

dises ; ce texte ne fait donc que l'étendre aux services ;

- pour autant, le champ d'application de ce principe aux services est plus limité puisqu'il ne s'applique ni aux salaires ni au temps de travail : ces deux domaines sont régis par une directive de 1996 sur les travailleurs détachés qui accorde aux salariés le droit de travailler dans un pays tiers pour une durée limitée à condition de respecter le salaire minimum et les conventions collectives du pays d'accueil ;



Bolkestein, au cœur de la polémique

- ceci dit, un problème se pose sur la façon dont ces différentes dispositions s'articuleront si la directive Bolkestein était adoptée en l'état.

Le révélateur d'un malaise profond

Ainsi, le texte proposé par le Commissaire Bolkestein est plus équilibré que ce que l'on nous dit, même si des failles persistent et que des éclaircissements méritent d'être apportés. Tout reste à faire, dans la mesure où il ne s'agit pour l'instant que d'un projet, la directive doit encore passer à la moulinette du Parlement Européen, et les premières discussions sur le texte montrent la volonté des parlementaires d'infléchir les effets pervers du principe du pays d'origine.

Le procès intenté à la directive Bolkestein relève donc (en partie au moins) de l'amalgame. Cette proposition n'a rien à voir avec la Constitution européenne, elle a été faite en janvier 2004 (soit bien avant la signature du Traité Constitutionnel par les Chefs d'Etat et de Gouvernement) ; bien au contraire, si la Constitution avait été en vigueur, les Parlements nationaux auraient été saisis en amont et le Parlement Européen aurait pu s'y opposer.

Finalement, le rejet de ce texte ne serait-il pas tout simplement le révélateur d'inquiétudes plus générales face à l'élargissement de l'Union européenne intervenue le 1er mai 2004 ? En effet, celui-ci a considérablement changé la donne : avec l'entrée des 10 nouveaux pays, l'Eu-

rope est devenue très hétérogène ; avec leur main d'oeuvre très qualifiée mais nettement moins rémunérée, les anciens pays d'Europe centrale apparaissent comme des concurrents redoutables des pays de l'Europe de l'Ouest. Dès lors, l'enjeu essentiel réside plutôt dans notre capacité collective à favoriser le rattrapage des économies de l'Europe de l'Est et à accompagner la création d'un marché européen des services par des efforts d'harmonisation des réglementations pour parvenir à construire un vrai modèle social européen.

CEJ

J. Jose Gonzalez de Txabarri, Président de l'Eurocité

Le 20 avril 2005 le président de la Diputación du Gipuzkoa J-J de Txabarri a pris pour deux ans la suite d'Alain Lamassoure à la tête de l'Eurocité. L'agence transfrontalière dont c'était l'Assemblée Générale a à sa tête deux coprésidents avec une présidence tournante. Deux cogérants Didier Borotra et Fernando Tapia et deux codirecteurs Agustin Arostegi et M. Hauswirth (Directeur des services de la CABAB) plus six membres de la CABAB et de la Diputación et les trois maires du Consorcio Bidasoa Txingudi.

Où en sont les projets d'Eurocité ?

On peut rassembler en six chapitres ce qui a été réalisé en 2004. Tout d'abord le plan de socialisation du projet (faire connaître le projet aux habitants de l'Eurocité entre Bayonne et Donostia qui comprend la réalisation et la maintenance d'un site Web et d'une Newsletter en trois langues (français, euskara et castillan).

Les actions stratégiques pour le territoire comprennent la finalisation des études sur les infrastructures de transport, le plan déchet et le projet d'Euroinstitut. L'étude sur les transports prévoit un train Euro express entre Baiona et Donostia avec quelques arrêts (seulement à la Négresse, St Jean de Luz, Hendaye côté nord) pour permettre de relier les deux villes en 45 minutes.

En 2005, un projet important verra le jour, ce sera le congrès des jeunes sur l'environnement qui se tiendra au Ficoba les 10-11 et 12 mai. Environ 500 jeunes des deux côtés de la Bidassoa y participeront. Pour Iparalde ont répondu présents les collègues Jean Rostand, Irandatz, Elhuyar, et Villa Pia. Il y en aura 9 côté Gipuzkoa.

Les autres projets suivent leur chemin. Didier Borotra a déclaré que fin 2005 début 2006 serait capital pour le train Euro Express et le TGV (consultation en cours). L'idée que Biarritz soit l'aéroport du Gipuzkoa avance aussi. Un guide des installations sportives (de Bayonne à St Sébastien) va également voir le jour. Après de nombreuses études, place à du concret.



POINT DE VUE SUR LE TRAITÉ

On ne risque vraiment pas de se tromper en prédisant que le succès de librairie du premier semestre rables, opposés ou bien simplement neutres et informatifs, on découvre dans les vitrines des moindres centres des réflexions et débats le sujet essentiel de ce XXIème siècle : la construction européenne. Po

Pas question dans ce dossier de faire l'inventaire exhaustif des arguments pour le OUI ou pour le NON mais plutôt d'entrevoir les conséquences qu'aura le vote du 29 mai sur le territoire français et de tirer quelques conclusions sur l'état de l'opinion sur le rôle de la France sur le continent et plus largement dans le monde.

Le non souverainiste

D'abord regardons de près les partisans du NON : on y retrouve pêle-mêle, mais est-ce un hasard ? les partisans de la souveraineté française exclusive, toutes tendances confondues. Gaullistes, souverainistes français, extrême droite, chevènementistes. Tous unis par les mythes qui refont surface sur la grandeur de la France : on nous reparaît d'impostures historiques comme Jeanne d'Arc, la Libération de la France par les résistants, la mission civilisatrice de la France dans les colonies, etc. Les partisans du NON y croient encore, eux qui pensent que la France pourra renégocier un Traité avec, excusez la prétention, 24 Etats dépités devant le spectacle désolant d'un pays arrogant qui veut donner des leçons aux autres. Le NON est déjà ressenti chez nos voisins comme une preuve supplémentaire, si besoin est, de l'orgueil démesuré français.

La Turquie ?

Il n'y a qu'à voir comme exemple symptomatique, comme caricature du génie français pour ainsi dire, les leçons de morale qu'adressent les hommes politiques français à propos de la Turquie. Non seulement l'entrée de la Turquie est totalement hors-sujet et quelque soit le résultat du référendum, cette question ne sera pas traitée différemment. Ensuite ce que l'on exige en matière de droits de l'homme et de respect des minorités à Ankara n'est même pas respecté par la France. " Faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais. " La France défend les droits ethniques et linguistiques des Kurdes mais pas ceux de ses minorités sur son propre territoire. Le OUI aura l'avantage énorme d'insti-

tuer le droit de pétition d'un million de citoyens qui sauront se faire entendre à Bruxelles. De surcroît le rôle accru du Parlement européen qui pourra voter sur deux fois de sujets et exercera un droit de contrôle véritable sur la nomination de la Commission est une avancée et une obligation dans une Europe à 25 aujourd'hui nettement plus ingérable qu'à 15.

Le non progressiste

Ensuite il y a le fameux NON de gauche, le NON social : alors c'est le cafouillage intégral. Paradoxalement, les attaques

notre chance unique de rester compétitifs tout en maintenant une préoccupation sociale : cela s'appelle l'économie sociale de marché.

A leurs côtés, les communistes et les ultra-gauchistes qui essaient de se refaire une santé avec M.G. Buffet ou O. Besancenot qui rivalisent en mauvaise foi et en machiavélisme. Ils demandent à la Constitution des dispositions qui ne sont pas de son ressort. Le droit à la vie, la peine de mort, l'avortement ne peuvent et ne doivent pas figurer tels quels dans ce projet. Ces droits sont déjà garantis par la charte des droits fondamentaux qui est intégrée au Traité. Il n'y a donc aucun risque de régression sur ces sujets-là. Mais pour obtenir quelques voix de plus, le PCF, rappelons-le, de tout temps opposé à la construction européenne, flanqué de LO et de la LCR tente d'abaisser le débat au niveau zéro. Et il y réussit parfois malheureusement.



N'ayez pas peur

On remarquera aussi que ces grands tenants du NON utilisent la peur comme moteur. La peur est mauvaise conseillère, dit l'adage populaire avec raison. Non abbiate paura, n'ayez pas peur, disait au contraire Jean-Paul en 1978 pour aider à la libération des pays sous occupation soviétique. On effraie l'électeur pour lui extorquer littéralement son soutien. On lui prédit les pires maux et les pires malédictions s'il vote OUI. La fin des services publics, la fin des droits sociaux, la fin de son bien-être en somme. On lui annonce aussi cette affaire de souveraineté de son cher Etat. On est en Pays basque habitués aux chantres du repli sur soi qui refusent de regarder au-delà de la Bidasoa. Ces nationaux-souverainistes ne souhaitent pas préparer le monde de demain, l'avenir des générations futures.

concernent essentiellement les dispositions du Traité de Nice déjà en vigueur. Le TCE n'apporte que des avancées qu'aucun progressiste ne pourrait refuser en temps normal. De plus, imaginer qu'une Constitution peut interdire le chômage, la précarité ou les mauvaises conditions de travail relève de la naïveté la plus folle ou du cynisme le plus absolu.

D'un côté, les partisans alter mondialistes qui veulent tout changer. Par besoin d'idéal, ils veulent éradiquer le malheur sur terre et deviennent des ayatollahs de la pensée unique. Si un projet ne reprend pas toutes leurs idées, il est mauvais. Dangereux à moyen terme mais c'est un autre débat. Du social, du social, toujours du social ont crié les Suédois, les premiers à refuser la directive Bolkenstein, et aujourd'hui les Français. Certes mais pour faire du social, il faut le financer et pour obtenir de l'argent il faut être productif. L'Europe est

Turner le dos aux relations européennes, que nous connaissons ici sous le nom de relations transfrontalières, c'est tourner le dos au développement. Ce n'est pas une coïncidence si, bravant le vote de leur parti, les pires partisans du NON à l'Europe se retrouvent également pour vanter le centralisme dépassé et le non au fédéralisme ou encore le non au département Pays basque. Les socialistes du Conseil



CONSTITUTIONNEL EUROPÉEN

2005 sera l'ensemble des ouvrages consacrés au Traité Constitutionnel Européen. Qu'ils soient favorables librai-ries des livres aux titres évocateurs sur l'Europe. Ces publications ont le mérite de mettre au parler familièrement et ainsi reprendre le slogan d'une radio parisienne : l'Europe, stop ou encore ?

général G.Labazée, J.Aguerre et J.Espiondo ou du conseil régional, P.Pouy-mayou, peu soucieux de la démocratie interne de leur parti sont devenus les sergents recruteurs de la fronde jacobine contre l'Europe et du statu quo institutionnel. Sans argument réel et à la solde de leur ami Emmanuelli, ils parcourent les marchés pour alerter le peuple de la fin du monde. La fin de leur monde devraient-ils dire, car avec le OUI c'est l'ouverture, l'audace et la solidarité sur le vieux continent. C'est la fin du Traité de Nice si néfaste aux intérêts des peuples. C'est la mise en place d'une règle du jeu où les grands et les petits Etats seront également respectés par une utilisation plus systématique des majorités qualifiées.

Par ailleurs, les hommes politiques français paient un lourd tribut à leurs discours d'antan où lorsque quelque chose ne marchait pas, ils accusaient l'Europe

plus de maturité et plus de recul que les gouvernants des Etats où ils se trouvent. Surtout si la motivation pour voter NON est un dévouement irresponsable ou

l'envie de tout bloquer par plaisir

Les Basques ne doivent pas faire les frais, une fois de plus, de la mauvaise gestion et de la mauvaise communication des dirigeants parisiens. D'autant plus que le droit des minorités reconnu par le Traité à la demande du gouvernement hongrois est une occasion unique pour nos peuples. L'interdiction de la ségrégation et de la discrimination en fonction de la langue (officielle ou non) également garantie par le Traité en est une autre.

Alors le 29 mai le OUI doit, va l'emporter car l'Europe ne peut se faire sans le Pays basque. Les provinces du Sud ont déjà voté en faveur du OUI. Le Nord ne peut faire autrement.



Paris dépassé

Enfin il faut savoir dépasser la conjoncture actuelle. Le gouvernement à Paris a du mal à communiquer sur sa politique et souffre d'une grande impopularité. Ceci est un autre débat.

automatiquement. Au lieu de se remettre en question et d'avouer qu'ils étaient à l'origine de telle ou telle mesure. Aujourd'hui ces péripéties ne doivent pas masquer l'essentiel. Les peuples de France doivent réagir avec

doit, va l'emporter car l'Europe ne peut se faire sans le Pays basque. Les provinces du Sud ont déjà voté en faveur du OUI. Le Nord ne peut faire autrement.

7 raisons pour un abertzale de voter OUI au traité constitutionnel européen, en Pays basque

- Le OUI, c'est moins de pouvoir absolu à Paris et à Madrid. C'est le **droit des minorités** inscrit dans le Traité.
- Le OUI, c'est moins de souverainisme monolingue des Etats-Nations sur les peuples sans Etat. C'est le **respect de toutes les langues**, officielles ou non, parlées dans les Etats.
- Le OUI, c'est la possibilité d'approfondir l'exception européenne d'**équilibre entre compétitivité économique et bien-être social**.
- Le OUI, c'est la chance de faire entendre la voix européenne de paix et de sécurité sur la planète sans être écartés par les autres puissances grâce à une **diplomatie commune**.
- Le OUI, c'est un **Parlement Européen plus puissant** avec plus de compétences législatives sur deux fois plus de domaines.
- Le OUI, c'est l'accès plus direct de citoyens aux instances européennes grâce au **droit de pétition** reconnu.
- Le OUI, c'est le message du Pays basque nord et sud unis dans le OUI vers plus de **fédéralisme**.



Journées mondiales du fromage en Guipuzkoa

L'esprit d'entreprise si souvent évoqué lorsque l'on parle de l'industrie chez nos voisins du sud peut aussi se vérifier parfois dans le monde agricole.

Sous le titre des journées mondiales du fromage les éleveurs d'ovins basques aidés par les institutions locales avaient organisé une semaine de rencontres, de visites, de conférences et de vidéo sur ce thème à Ordizia, village situé à 30 minutes de St Sébastien. En clôture de la rencontre, une présentation de fromages "mondiaux" avait lieu le 1er et le 2 avril. On pouvait y voir des producteurs, des affineurs et des commerciaux espagnols, français, hollandais, italiens, allemands, japonais, mexicains, etc. ... venus échanger leurs produits leurs connaissances et leurs expériences. Dans cette cité au cœur de la dénomination fromagère Idiazabal regroupant 125 fournisseurs, transparaissait le dynamisme d'une province décidée à aller de l'avant grâce à de nouvelles techniques associées à l'amélioration sanitaire et gustative du produit. Les progrès en ce domaine sont évidents et les retombées économiques pour la région prévisibles. Fin 2006, les Japonais récemment introduits dans ce marché seront chargés de mettre sur pied un rassemblement identique. Des programmes alléchants ont été distribués ce qui prouve qu'ils ne perdent pas le temps.

Coup d'œil sur le rétroviseur électoral

Maintenant que les élections parlementaires dans la "Communauté autonome ont eu lieu, il nous faut revenir sur un événement qui pour la première fois s'est produit durant la campagne électorale tout à fait à son début. Il s'agit du débat télévisé où l'on a pu voir les quatre prétendants principaux, têtes de liste des formations politiques du Pays basque communautaire : PNB-EA, Socialiste cher à Zapatero, Parti Popu-

laire d'Aznar et IU union de la gauche et des verts.

Pour éviter tout dérapage, les conditions de l'émission avaient été étudiées jusqu'au moindres détails et les temps de parole parfaitement précisés. Cinq sujets étaient présentés par le modérateur de service Jaime Otamendi puis mis en discussion. Chacun des candidats était prié de donner son opinion sur le sujet dans un premier temps, puis le tout de table terminé reprenait la parole et ainsi de suite pour les cinq sujets mis en débat. La durée du temps de parole était tellement stricte que l'on a pu voir des candidats arrêtés dans leur élan au milieu de la phrase. C'est dire combien ils étaient disciplinés. Nous étions loin des séances des questions au gouvernement au Parlement français où certains députés sont intarissables. Cela n'a pas empêché la dureté de certains propos des candidats au pays basque et parfois la sécheresse de ton utilisé. Ainsi l'élégante Maria San Gil du PP s'en est pris à Juan Jose Ibarretxe jusqu'à l'accuser de "complicité avec les porteurs de cagoule et de mépris à l'égard des victimes". Pour sa part le socialiste Patxi Lopez l'exhortait à "quitter le pouvoir pour que le Pays basque redevienne plus uni sous la houlette socialiste". Ce qui à quoi le Lehendakari s'est contenté de répondre qu'en fait "aucun de ses deux concurrents ne présentait un projet réel d'avenir pour le pays lequel en a bien besoin pour aller de l'avant". Quoi qu'il en soit de tels débats méritent de se répéter. Ils sont de bonne augure pour l'avenir de la démocratie où qu'ils aient lieu et en particulier chez nous.

Projets urbanistiques à St Sébastien

Comme toutes les capitales provinciales, St Sébastien se transforme peu à peu. Il ne s'agit pas cette fois d'une opération exceptionnelle telle que celle du Kursaal mais comme l'a fait la ville de Pau de construire un nouveau parlement régional. Le conseil général ou "diputa-

cion" va quitter le centre de la ville pour les hauteurs de Miramon où se trouvent les studios de télévision. Il est prévu d'y construire un édifice très moderne (mélange d'acier et de verre) en forme de triangle avec deux étages seulement par souci d'esthétique mais d'une très grande étendue et extrêmement fonctionnel. Non loin de là, dans la périphérie l'hippodrome de Lasarte sera réhabilité après la période estivale compte tenu du succès croissant des courses de galop qui s'y déroulent tout au long de la saison. Il est aussi question de la création en urgence d'un viaduc auto-routier partant de l'Avenue Gregorio Ordoñez proche du terrain de sport d'Aneota pour aboutir au quartier de Loiola cela afin d'éviter le trafic de l'autoroute Hendaye-Bilbao. Ces quelques exemples traduisent la vitalité de l'économie chez nos voisins dont les journaux parisiens spécialisés se sont fait l'écho tout récemment.

Les fondateurs des Coopératives de Mondragon honorés.

Jeudi 17 mars 2005, à la Diputación de Gipuzkoa, Juan José Txabarra a tenu à honorer en leur attribuant la médaille d'or, les fondateurs de ce qui est devenu le groupe MCC (Mondragon Coopérative Corporation). C'est le premier groupe industriel du Pays basque avec 70 000 salariés. Cette activité très diversifiée (de l'électroménager à la machine outil en passant par les composants automobiles) et une internationalisation réussie (présence en Chine, Amérique Latine, Inde, Iran, Pologne, Tchécoslovaquie...) en appliquant toujours les principes coopératifs. C'est un exemple unique au Monde dont tout Euskadi peut être fier. Récemment, le rachat de Brandt par la coopérative la plus ancienne du groupe, Fagor, a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le monde économique français.

NAFARROA

Franco, fils adoptif de la Navarre

Pampelune - Avec le soutien de l'ensemble des parlementaires navarrais sauf ceux du parti UPN (Union du Peuple Navarrais) une motion selon laquelle le général Franco ne peut plus être considéré comme fils adoptif de la Navarre a été voté au parlement à destination du gouvernement foral. Ce titre avait été accordé en 1974 peu avant la mort du dictateur. Au moment du vote de la motion, les élus conservateurs de droite ont quitté la salle considérant qu'il s'agissait là d'un acte "revanchard". De son côté Miguel Sanz, leur chef de file a

fait savoir qu'il ne participerait pas au vote définitif ni à d'autres scrutins de type révisionniste. "Nous vivons le présent, nous préférons regarder vers l'avenir Et nous respectons le passé", a-t-il ajouté.

Loi sur la promotion de la langue basque en Navarre

Près de 12 mois de rencontres, de discussions, d'échanges en vue d'aboutir à l'amélioration de la transmission de la langue basque dans cette province avaient pu susciter voici peu quelque espoir chez les mainteneurs de l'euskara. Mais chacun s'étant emparé du problème et se reprochant à l'autre d'être à l'origine

de la détérioration des rapports et de la disparition du consensus, il a fallu se rendre à l'évidence. La réunion du 13 avril dernier au parlement, celle du vote définitif a été un échec. Le projet à minima présenté par le parti socialiste (PSN) a divisé l'ensemble du parlement : Aralar n'a pas pris part au vote, la gauche IU s'est abstenue, le CDN (centristes de droite) ont voté pour, tandis que le PNB s'est retrouvé avec EA pour dire non, tout comme les conservateurs UPN mais pour des raisons diamétralement opposées. En définitive, un très mauvais coup pour l'avenir de l'euskara : les choses n'ont pas avancé, l'offre de l'enseignement du basque demeure restreint. Une perte de temps évidente.



Au cœur de la réussite économique basque : les clusters

La crise économique des années 70-80 se traduit en grande partie par la destruction du tissu industriel de la Communauté Autonome basque. L'isolationnisme des années franquistes ont rendu les entreprises basques peu compétitives dans des secteurs qui plus est en crise sur le plan international.

Le choix de moderniser l'industrie ou de s'orienter plus nettement vers les services et le tertiaire est posé. Avec l'appui d'un spécialiste du développement régional de l'université de Harvard, Michael Porter, une nouvelle stratégie industrielle est mise en place en privilégiant la première option.

Au cœur de cette nouvelle politique, la création des clusters ou pôles de compétitivité.

Qu'est-ce qu'un cluster ?

Il s'agit du regroupement d'entreprises d'une même branche d'activités dans le but de mutualiser des services pour le plus grand profit de chacun des partenaires.

Depuis 1991, 11 clusters ont été créés, la majorité dans le secteur industriel : activités portuaires, aéronautique, automobile, construction navale, électroménager, électronique/informatique/télécommunications, énergie, environnement, machine-outil, papier, sciences du management. 45% du PIB de la Communauté Autonome basque est aujourd'hui réalisé par les entreprises intégrées dans les clusters.

Les clefs de la réussite

Les champs d'intervention sont clairement identifiés autour de la recherche et développement, l'amélioration de la qualité et le développement de la formation professionnelle.

La recherche passe par des programmes communs ou même par la création de centres spécifiques aux clusters.

L'application de normes internationales de qualité se réalise de façon rigoureuse. Les programmes de formation du personnel sont mutualisés. Parfois même, un Institut spécifique a été créé, comme dans le cluster de la machine-outil.

Les pouvoirs publics interviennent également dans la durée. Ils contribuent à travers leurs représentants aux réflexions émises dans les organes directeurs. Des évaluations régulières sont effectuées. Tous les 4 ans, chaque pôle doit définir un plan stratégique, décliné en programmes d'action annuels. Un calendrier précis, un budget sont prévus pour chaque opération.

Les aides publiques se réalisent de manière collective à l'échelle du cluster et non sur des aides individualisées. Le financement public des pôles se limite à des subventions plafonnées par décret : au maximum 60% des dépenses de fonctionnement et 50% des dépenses d'investissement.

Les résultats sont tangibles notamment à l'international.

Les clusters ont permis un gain de compétitivité qui se traduit par une spectaculaire progression des exportations. Des implantations d'entreprises ont lieu pour vendre directement dans les marchés locaux.

La longévité des clusters est la preuve indéniable de leurs succès. Quelques exemples démontrent leurs succès.

Le sauvetage de la sidérurgie

La sidérurgie, secteur traditionnel de l'économie basque est la première traduction d'un réel partenariat public-privé dès 1991. En concertation avec les entreprises, le gouvernement opte pour une reconversion intégrale du secteur en misant à fond sur l'innovation en définissant trois objectifs : moderniser le secteur, sauvegarder et développer les emplois indirects (des secteurs de l'automobile, de la machine-outil, de la construction navale, etc...) et rester la première région productrice d'acier d'Espagne.



Fagor,
leader du cluster de
l'électroménager

Le pari est gagné. L'industrie de pointe de ce secteur représente 40% de la production espagnole et 90% pour les aciers spéciaux.

La renaissance de la machine-outil

Menacées de disparaître après 40 ans d'isolationnisme, les entreprises de la machine-outil basque se regroupent en 1991 au sein du cluster.

Aujourd'hui, la Communauté Autonome Basque est le troisième territoire européen de ce secteur après l'Allemagne et l'Italie, avec 80% de la production totale espagnole.

L'effort en recherche se traduit par 5% du chiffre d'affaires investi en R&D en 2003 contre 2% en 1993. 63% de la production est exportée dans 120 pays différents. Ses deux premiers clients, l'Allemagne et l'Italie sont pourtant réputés pour leur fort niveau d'exportation.

Le développement de l'automobile

Voici l'exemple réussi de la diversification réussie de l'industrie basque. 30% des composants espagnols sont produits en Euskadi. Le secteur est en pleine croissance, affichant en 2003 une augmentation de 5,5% de son chiffre d'affaires. Même avec de petites unités, les exportations sont en progression. Symbole de cette réussite les cars Irizar qui avec 2600 salariés est présent dans 65 pays. Souvenez-vous des footballeurs français qui fêtaient leur coupe du monde en descendant les Champs-Élysées dans un bus Irizar !

La création ex nihilo d'une industrie aéronautique

Inexistante dans les années 90, l'industrie aéronautique basque est née de son organisation en cluster. Aujourd'hui, 25% de la production espagnole dépend de l'industrie aéronautique basque. En dépit de la crise mondiale qui touche le secteur, le chiffre d'affaires de cette branche dans la Communauté Autonome Basque a progressé de 10%.

Là aussi, l'ouverture à l'international est crucial puisque 86% du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation.

Actuellement, des synergies sont recherchées entre clusters, notamment entre les branches automobile et électronique.

Clusters et pôles de compétitivité à la française

Des différences notables existent entre l'expérience basque et le programme des pôles de compétitivité français lancé actuellement.

En France, les pouvoirs publics ont surtout un rôle d'impulsion et d'incitation, notamment au travers d'exonération fiscale. En Pays basque, les institutions sont de véritables partenaires associées au monde privé. Les entreprises prennent part aux clusters sans aucune obligation ou sans incitation. Elles y participent par intérêt de développement. Leur implication est donc dès le départ très forte. En sera-t-il de même en France ?

Source :

Le succès des "clusters" au Pays basque espagnol par l'Institut France Euskadi



Rien de neuf sous le soleil de la République ?

Faut-il s'étonner du déferé préfectoral contre les municipalités qui ont voté une subvention au profit de l'Association des élus pour un département Pays Basque ?

A force de lire la Constitution de 1958 à notre avantage, nous en avons oublié un petit détail : le préfet qui assure le contrôle de légalité des actes des collectivités est aussi, et au terme du même alinéa, le représentant du Gouvernement...

L'épisode du déferé est une péripétie de plus dans le bras de fer qui oppose, de façon éminemment républicaine, les élus du Pays Basque et l'appareil d'Etat. Eminemment républicaine, c'est bien le problème. C'est pour cela que ce nouvel avatar doit éclairer la population. Il n'est pas question ici de discours abertzale, de manifestations de rue plus ou moins politisées, de désobéissance civile, mais simplement de décisions d'élus locaux que le Pouvoir d'Etat instrumentalise à sa guise. La République sait souffler le chaud et le froid et manie à merveille la politique de la carotte et du bâton. C'est précisément ce qui rend difficile de lui opposer un front uni.

Il est sans doute excessif de donner au Pouvoir des intentions aussi claires : la volonté de diaboliser les maires de l'AEDPB. L'attitude des autorités fait plutôt penser au maître d'un jeune chien qui laisse filer insensiblement la laisse au point de faire croire à l'animal qu'il peut courir libre, mais qui serre par à coup la même laisse pour le ramener sur le trottoir. Le chien ne se rend pas compte du jeu car sa nature le pousse à s'échapper aussi bien qu'à suivre son maître. L'illusion de la liberté est d'autant plus grande que le désir de fuir est limité. Seul le maître connaît la longueur de la laisse. Jamais l'animal...

L'image peut paraître peu glorieuse, mais elle n'a d'autre but que de faire comprendre le machiavélisme du Pouvoir. Nos élus sont prisonniers de leur loyalisme et de leur légalisme.

Mais qu'en est-il pour un parti politique, un parti abertzale de surcroît ?

Batasuna, ceinturé dans sa logique révolutionnaire et radicale, est finalement le

mouvement le plus à l'aise face à l'Etat. Il n'admet aucun compromis et considère la République comme son adversaire, pour ne pas dire son ennemi. Cette relation a un nom : le conflit. Un conflit qui peut s'exprimer de façon civilisée en l'absence de violence politique, même si les deux Etats "opresseurs" que sont la France et l'Espagne sont mis dos à dos.

La position d'Abertzaleen Batasuna est plus ambiguë. Elle revendique ouvertement un "pacifisme actif", fidèle héritier de la non violence de Gandhi et des pratiques de résistance civile. Des actions d'éclat, à la limite de la légalité républicaine mais irréprochables moralement : soutien aux actions des Dédos, occupation massive de lieux publics ou privés (résidences de luxe par exemple, comme au jour de l'Aberrri Eguna),...

Ce "pacifisme actif" se double d'une participation sans équivoque aux institutions locales depuis qu'AB dispose de nombreux élus municipaux et d'un conseiller général. Pour accomplir sa mission, et éviter de sombrer dans une logique anti-système et simplement contestataire, AB doit gagner le pari de la crédibilité. Or la crédibilité se conquiert au sein des municipalités, dans la gestion quotidienne et le contact avec les notables locaux...

Abertzaleen Batasuna doit gérer chaque jour ce qui fait sa force, et qui pourrait un jour être sa faiblesse : le décalage entre la pratique de ses élus - souvent des personnalités de qualité -, et le militantisme d'une grande partie de sa base, engagée dans une démarche de contre-pouvoirs et d'altermondialisme. A l'échelle d'un petit pays comme le nôtre (je parle d'Iparralde !), l'équilibre n'est sûrement pas facile à trouver.

Dans la famille abertzale, PNB et EA n'échappent pas à l'obligation de se définir face au Pouvoir qu'incarnent ici les grands élus et l'appareil d'Etat. Malgré le nombre très réduit de leurs élus locaux, nos deux partis ont fait le choix du légalisme et de la loyauté institutionnelle. Cette pratique est relayée sans état d'âme par le discours de nos mouvements respectifs en Pays Basque sud, même si Eusko Alkartasuna laisse parfois planer le doute...

EAJ-PNB bénéficie de la respectabilité et du professionnalisme du PNV qui débordent largement le périmètre de la communauté autonome d'Euskadi. Pour autant, le PNB doit adapter sa stratégie face à l'intransigeance de l'Etat républicain : son double pari, à moyen terme sur le nouveau Statut politique en Pays Basque sud et sur une Collectivité territoriale spécifique au nord, et à court terme dans la démarche Batera, ne le dispense pas d'une réflexion sur la question institutionnelle.

Le réquisitoire du commissaire du Gouvernement, dans l'affaire des 24 communes d'Iparralde, remet en quelque sorte les pendules à l'heure. En qualifiant le mouvement Batera de "semi-autonomiste", le Pouvoir montre son imperméabilité à toute évolution, à toute nuance. Le blocage idéologique est tel qu'il remet les partis abertzale et les élus locaux face à leurs responsabilités. Ce déni de bon sens ne peut avoir que deux effets :

Soit décourager les bonnes volontés et la patience des plus modérés, dont font partie les maires incriminés et le PNB. La victoire du Pouvoir serait totale : ramener l'ordre et l'obéissance dans les chaudières.

Soit au contraire exacerber leur impatience et les conforter dans la logique de rapports de forces que prône Abertzaleen Batasuna. Cette deuxième attitude ferait perdre tout crédit aux institutions (Etat, Conseils régional et général) et ferait basculer la légitimité en Pays Basque nord dans les initiatives populaires et les contre-pouvoirs comme Udalbiltza et Laborantxa Ganbara.

Le PNB n'a pas attendu pour soutenir et dans certains cas initier de telles démarches. Nous nous retrouvons progressivement sur le terrain de prédilection d'AB. Celui de la confrontation démocratique et de la réponse sociale. Avec un peu moins d'expérience... Comme AB, il nous faudra rapidement clarifier nos choix stratégiques, pour ne pas tomber dans la contradiction (sur la coopération transfrontalière par exemple), mais aussi pour ne pas disperser nos forces.

M.O.

Honneur à elles !

Ascain, Ahetze, Ainhoa, Arberats Sillegue, Ascarat, Behorleguy, Briscous, Espelette, Gamarthe, Garris, Hélette, Irissarry, Ispoure, Juxue, La Bastide-Clairence, Larceveau, Louhossoa, Macaye, Ostabat, Saint Just Ibarre, St Martin d'Arrossa, Saint Michel, Saint Pée sur Nivelle, Saint Pierre d'Irube, Sare, Alos Sibas Abense, Idaux-Mendy, Musculdy, Ossas Suhare.

A ces 29 communes dont les conseils municipaux ont décidé un jour d'aider l'association des élus pour un département du Pays basque. D'aider à ce que l'administration se penche enfin avec davantage d'attention sur les problèmes des 3 provinces de France en tenant

compte des particularités que nul ne conteste : particularités environnementales, architecturales, sportives, musicales, linguistiques, vocales, traditionnelles etc. ... Communes dont les conseillers municipaux ont pensé que cette spécificité méritait de sa part un regard nouveau, une vision intelligente en même temps qu'un traitement différent et adapté. Des conseillers municipaux pour qui la mobilisation des forces vives de la population locale réveillerait des initiatives, aboutirait à davantage de créativité tout en rendant ce pays encore plus attractif. C'est mal connaître hélas la psychologie des autorités départementales pour qui une pareille initiative est synony-

me d'atteinte à l'uniformité garante d'unité nationale. C'est mésestimer leur attachement viscéral à la sacro sainte égalité inscrite sur les frontons de la République et à son inviolabilité. Tout ceci curieusement au moment où, qui l'eut crû, Edouard Balladur vient d'écrire aux Editions Fayards "L'Unité n'est pas l'uniformité et la diversité ne remet nullement en cause l'unité d'un peuple". Ce qui prouve que nombre de conseillers municipaux chez nous sont dotés d'une faculté rare appelée bon sens. Nous n'irons pas jusqu'à dire, chers lecteurs, que c'est là une spécialité du pays ! Nous ne sommes pas cocardiers.

J.B.



Une nouvelle carte?

Traduction de l'article d'opinion "Mapa berria ote?"
d'Amatiño

paru dans le quotidien DEIA

le lundi 18 avril 2005 au lendemain des élections autonomiques.

Quelques chiffres et enseignements tirés à chaud.

Les élections, d'habitude, changent la carte politique de la société tous les quatre ans et semble-t-il les résultats du 17 avril ont voulu montrer une moyenne des photos électorales de 1998 et de 2001. Il est indéniable que cette photographie est un cliché intéressant.

L'abstention de 30 % y est plus proche de 1998 que celle de 21% d'il y a quatre ans. Certains ne manqueront pas d'attribuer cette faible participation aux conditions climatiques alors que c'est une donnée que les enquêtes précédentes prévoyaient.

Au vu des résultats, le pourcentage obtenu par la coalition PNV-EA (38,6%) est au dessous de celui d'il y a quatre ans (42,72%) mais au dessus des chiffres de 1998 (36,7%).

Le pourcentage du Parti Populaire (17,32%) est également inférieur à celui d'il y a quatre ans et à celui d'il y a huit ans (respectivement 23,12% et 20, 13%). Le pourcentage du Parti Socialiste d'Euskadi est en revanche supérieur à celui obtenu en 2001 (17,9%) et en 1998 (18,6%).

Le Parti Communiste des Terres Basques (PCTV-EHAK) a dépassé le score d'EH d'il y a quatre ans (10,12%) mais n'atteint pas le niveau de 1998 (17,91%). Ezker Batua (EB) approche le résultat de 2001 (5,47% aujourd'hui contre 5,58% alors) et dépasse facilement le 1,3% de 1998. Finalement, Aralar a obtenu 2,34%.

Il est clair que la société basque n'a pas perçu dans cette campagne le spectre qu'ils entrevoyaient en 2001, qu'elle n'a pas ressenti le risque pour l'auto-gou-

vernement basque et qu'elle n'a pas interprété ce scrutin comme une consultation sur le Nouveau Statut Politique.

La coalition d'EAJ-PNB et EA (29 sièges) aura 4 parlementaires de moins que le duo PSOE-PP; la différence est moindre qu'en 1998 où il y en avait 5 de moins. Et contrairement aux deux dernières élections autonomiques les socialistes enlèvent au PP la seconde place.

La coalition d'Ibarretxe perd quatre sièges mais PCTV-EHAK (9 sièges) progresse de 2 et Aralar obtient un siège: les parlementaires abertzale seront moins nombreux dans cette législature (39) que celles de 2001 (40) et 1998 (41).

Ce bon résultat de PCTV-EHAK poussera-t-il le monde de Batasuna à renoncer définitivement à l'action armée?

KILIKÀ

EXCLUSIONS

En 1979 près de 75 % du corps électoral de l'actuelle communauté autonome d'Euzkadi était abertzale.

En 2005, il n'est plus que de 53,5%. Une bonne majorité des gens qui ne se sont pas déplacés lors du dernier scrutin du 17/04/2005 (14% de participation en moins qu'en 2001) ont préféré ne pas abonder dans le sens du plan dit Ibarretxe alors qu'ils ne votent pas PSOE et PP.

Plus nous serons directifs dans le sens d'une autodétermination et plus le quota abertzale risque de passer en dessous de la barre des 50%.

Pourquoi donc une partie des euskaltzale a-t-elle peur de franchir le cap d'une relative autodétermination

devrait être la question à se poser plus souvent ?

Pour l'avoir vérifié à maintes et maintes reprises d'une part et pour avoir entendu ô combien de témoignages d'autre part, il semblerait que la tendance lourde de certains abertzale à pratiquer la politique d'exclusion en refroidissent plus d'un(e) quant à l'idée, un jour, d'avoir à gérer notre quotidien en vase clos avec ces gens-là.

Tout en n'écouter personne sur la question des manipulations ou dans le meilleur des cas en la concevant au... conditionnel, toute réflexion hors de leur champ idéologique ne mérite pas de dialogue et encore moins d'intérêt.

A ce propos, n'est-ce pas Gerry Adams qui aurait confié à un de ses proches que le Pays basque n'était pas une terre de dialogue ?

Et beaucoup n'apprécient pas cette tendance de mise à l'écart.

An clair, tant que certains continueront plus à nuire qu'à aider la cause pour laquelle ils sont censés se battre, il ne faudra certainement pas attendre de voir la bourgeoisie basque vibrer à l'idée d'une autodétermination.

Et qu'on ne s'y trompe pas, faute de cette même bourgeoisie et malgré son génie militaire Zumalakarregi avait échoué et c'est avec elle que Danton et Robespierre ont écrit l'histoire.

Σ.Σ





Il n'y avait pas de route, pas de véhicules pour aller vite de la ferme aux cayolars, les bergers restaient donc plusieurs mois, là-haut. Ils disposaient de temps libre, après la traite et le fromage, et même toute la journée, à partir de Santa Madalena, le 20 juillet. Ils essayaient, malgré les distances, de se retrouver. Tous les jours, pour bavarder, ou le dimanche avec des voisins plus éloignés. Certains pèlerinages, Erroy-mendi, St Antoine, St Sauveur, certaines foires comme à Bostmendieta, Aralar voyaient monter les gens des vallées. Et c'était à chaque fois l'occasion de mettre en place des jeux de bergers.

Artzain Jokoa

Les rencontres quotidiennes permettaient de parler, d'échanger mais aussi de jouer, les cartes n'étaient pas bien loin. Le jeu le plus typique était le jeu des bergers, artzain jokoa. Une sorte de jeu de dames quadrillé de médianes et diagonales. On y déplaçait 16 agneaux qui essayaient de regagner la bergerie, et 3 loups qui naturellement cherchaient à les croquer. On a retrouvé des ardoises de jeu quadrillées, mais le plus souvent, on traçait les traits au sol, les cailloux du chemin faisant office de pions.

Urdanka

Lorsque les bergers étaient assez nombreux, comme en Soule, ils jouaient au cochon, à urdanka. Pour le principe, il y avait 6 trous sur le pourtour d'un cercle de 12m environ et un trou au milieu. Comme aux chaises musicales, il y a une place de moins que de joueurs (on modifiait le nombre de trous, au besoin), celui qui n'avait pas fiché son makila dans un trou se retrouvait au milieu, urde ou cochon. Au tour suivant, à lui de retrouver une position en périphérie. Avec des crosses taillées dans les rejets des arbres, on poussait des boules qui sont des excroissances (kalitxak) que l'on retrouve à la base des vieux châtaigniers.

Bota luzia

Si le lieu s'y prêtait, et s'il y avait assez de combattants, on jouait, à bota luze, en se renvoyant face à face une pelote molle, par-dessus une ligne centrale ; quand, comme en Navarre on utilisait des gants de cuir, cela devenait le laxoa, encore pratiqué de nos jours au Baztan et Alto Bidassoa. Il s'agissait de la longue paume, qui se jouait partout en Europe et dans nos villages, et qu'on avait transposé dans nos estives. Le dimanche et les jours de fête, le jeu de bota luze était l'activité principale, même si dans le même temps on chantait et on dansait. Pour Iparralde, on a recensé 45 aires de jeu, il doit en rester un bon nombre, incognito.

Les jeux de bergers

Pilotasoro

Pilotakagia en Soule, Pilotagia, Pilotasoro... la toponymie reste, même si les derniers jeux ont eu lieu dans les années 30. Le plus souvent, l'aire de gazon fin, le soro, à peu près plat, était à la limite de deux villages, deux vallées, de pays, toujours en dehors de propriétés, un espace utilisé par tous, qui n'appartenait à personne. Stratégiquement, cette aire

(les Espagnols n'avaient des brebis que pour la viande) contre des outres de vin, on ramenait ce vin avec l'âne ibérique, qui délesté de sa cargaison, retrouvait tout seul le chemin du sud. Au pied d'Errozate, à Leposoro, la ligne frontière est carrément le pasamarra, la ligne du milieu du pilotasoro, et la borne frontière est exactement au milieu. Pour battre les Espagnols, on y faisait parfois monter des joueurs qui n'avaient jamais vu un mouton de près.



Artzain jokoa

se trouvait dans des petits cols qui permettaient de surveiller les troupeaux de loin, et parfois même d'arrêter les loups (Otso Zilotak à Fagalçette-Esterencuby). Les lignes étaient tracées avec une pioche ou simplement marquées avec bâtons et cailloux. Une pierre plate au sol, bota harria permettait l'engagement. Parties internationales.

Au dessus de Larrau, à Behilogia, les Souletins et les Espagnols se rejoignaient pour jouer à urdanka et bota luze. Pas de paris, mais ils échangeaient zemera, du breuil salé, en pot de grès

Il y avait beaucoup de monde en montagne, et tout le monde accourait aux fêtes votives ou païennes. On jouait, on se défiait, on dansait, les jeux d'Ahuski en sont une réminiscence. Plusieurs villages possédaient dans le même esprit, Gaineke plaza, la place du haut, à une demi-heure de marche, où la jeunesse du coin montait, où les bergers descendaient et tous s'affranchissaient ainsi de la tutelle de la religion et des commères. Il fallait bien que jeunesse se passe !

Pierre Sabalo



Histoire du Nationalisme Basque

Sabino Arana : Conclusion

par Jean-Claude Larronde

A la mort de Sabino, en novembre 1903, deux courants s'affrontaient au sein du nationalisme, dans une lutte d'influence exacerbée encore plus par l'épisode de "l'évolution espagnoliste".

- Certains nationalistes étaient partisans d'une ligue intransigeante, "pure et dure", sans aucun compromis, ni alliance avec des forces espagnolistes ; ils nièrent ladite "évolution" et insistèrent sur le fait qu'en 1902-1903, le PNV avait continué sa politique propre, sans aucun changement.

- Au contraire, d'autres nationalistes -les amis de Sota- entendaient créer un grand parti autonomiste basque, sur le modèle de la Lliga Regionalista, fondée en 1901 en Catalogne; ils avaient appuyé "l'évolution".

L'épisode de "l'évolution espagnoliste" doit être étudié dans le cadre du nouveau visage du nationalisme -moins intransigeant et plus libéral- et non comme un épisode isolé et à part.

Mais cet épisode étant clos depuis juin 1903, il ne restait cinq mois plus tard, à la mort de Sabino, que la formulation doctrinale qu'il avait élaborée tout au long des dix années précédentes.

On peut dire que la formulation de Sabino exaltait l'identité culturelle basque, expression du caractère national d'Euskadi.

Elle le faisait certes avec des exagérations manifestes et des excès critiquables. Mais il faut se replacer dans le contexte de l'époque ; la bataille était dure pour Sabino. On peut rappeler pour donner un seul exemple, l'attitude des socialistes espagnols pour qui l'euskara devrait disparaître car il n'avait pas sa place dans la société moderne qui tendait selon eux, vers l'universalisme socialiste.



Sabino Arana en pleine rédaction

En 1903, Sabino avait réussi en grande partie à réveiller la conscience nationale basque, le profond patriotisme basque qui se trouvait à l'état latent dans les esprits frustrés par la perte des libertés forales, quand il avait commencé sa propagande en 1893.

La doctrine sabinienne rencontrera une

base sociale relativement large : en effet, aux Basques traditionalistes des zones rurales, vont s'ajouter bientôt les secteurs urbains et modernes, dotés d'un certain poids dans la capitale bizkayenne ; cela assurera un avenir politique certain aux idées nationalistes.

Cette expérience du mouvement nationaliste basque naissant tend à prouver que pour l'émergence d'un mouvement nationaliste quelconque, il est nécessaire de compter -outre les importants aspects de l'identité culturelle- sur d'autres facteurs politiques, économiques et sociaux qui permettent l'intégration des aspects culturels dans un projet de destin national plus large et plus global, à un moment historique donné.

Le génie politique de Sabino Arana consista d'une part à insister sur l'identité culturelle basque au sens large, insistant en particulier sur le sentiment collectif "d'être basque" et d'autre part à créer pour la première fois, les

conditions d'organisation d'un parti politique nationaliste.

Sabino réussit à ajouter à l'exaltation sans doute nécessaire du sentiment national des débuts de son action, un vaste pragmatisme politique qui résulta des profonds changements de la société bizkayenne, de la pression de ses amis politiques et de sa propre évolution idéologique et politique.

NOTRE HISTOIRE

LIBRYVA

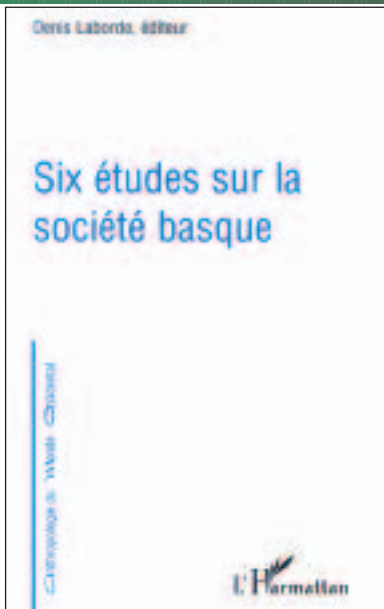


Six études sur la société basque

Denis LABORDE

ÉDITION
l'Harmattan

Cet ouvrage est né de la rencontre de chercheurs spécialisés dans des disciplines diverses qui ont pour objet d'études le Pays basque. La tradition, la langue et la politique ont été étudiées sous deux angles différents. Pour la



tradition, coup de projecteur sur le zortziko, rythme insaisissable et les bentas, phénomène transfrontalier en pleine évolution. La langue est scrutée par l'œil du sociolinguiste dans une comparaison révélatrice des politiques linguistiques en Pays basque nord et sud. Le littéraire ensuite appréhende le phénomène Atxaga. Enfin, l'engagement politique est détaillé dans une analyse des itinéraires identitaires d'une génération de militants marqués par la religion. Puis, les tribunaux, seul espace public français où la question basque est abordée.

L'identité basque n'est pas assimilée à passéisme. Elle est au contraire contemporaine dans sa capacité à influencer des comportements humains dans la société actuelle.

Les auteurs : Ur Apalategui Idirin, Xabier Itçaina, Denis Laborde, Aitzpea Leizaola et Eguzki Urteaga

LIVRE



ALDERDIAREN BIZIA

Un souffle nouveau venu du sud

VIE DE L'ALDERDI

Organiser des réunions publiques, ici, avec des élus de la communauté autonome basque alors que la campagne électorale y battait son plein, était un pari osé. Mais le pari a été remporté doublement : grâce au dévouement des élus EAJ-PNB et EA qui ont fait spécialement le déplacement depuis le Sud et aux 200 personnes qui sont venues dialoguer avec eux lors des 5 réunions publiques.

Difficile de résumer les interventions de chacun et les échanges qui s'ensuivent. On se contentera juste de mettre l'accent sur quelques propos qui permettent de mieux comprendre la réalité au sud des Pyrénées et le bénéfice que pourrait en tirer le Pays basque nord.

Mais il était nécessaire de commencer par une mise au point, dont s'est chargé Philippe Duluc secrétaire d'EAJ-PNB lpar-

Mais certains intervenants du public vinrent rappeler que les institutions ne suffisaient pas forcément : "Une institution propre, c'est important bien sûr. Mais sans la volonté politique qui va avec, cela ne sert à rien. On le voit bien avec le cas de la Navarre". Le contre-exemple basque est cependant édifiant : "Nous dépensons l'équivalent d'un Guggenheim par an pour l'euskara, soulignait J.M. Muñoa. C'est une décision éminemment politique que notre statut d'autonomie nous permet d'assumer pleinement".

Et si certains s'inquiétaient de la menace représentée par l'ETA et de l'ethnicisme supposé des basques, les élus d'Euskadi ne manquaient pas de réponse. Et au delà de la nécessaire condamnation de l'organisation terroriste, Jose Mari Muñoa citait seulement cet exemple d'ouverture d'esprit: "Vous savez quelles sont les deux



Manex Pagola, Iñaki Gerenabarrena, Aitor Arandía, Onintza Lasa et Jose Mari Muñoa lors de la réunion publique à Mauléon

ralde : "Il n'est pas question de tomber de la domination parisienne à celle de Bilbao. Ce qu'il nous faut, c'est un nouvel état d'esprit qui nous permette d'oser en coopérant avec le sud". Jose Mari Muñoa, chargé des relations extérieures du gouvernement basque rebondissait en précisant : "Il ne s'agit pas de parler en terme d'aumônes ou de subventions. Mais bien d'amener des entreprises de part et d'autre des Pyrénées à travailler ensemble pour le plus grand bénéfice de toutes les deux".

En résumé, une coopération la plus large possible sur un pied d'égalité.

En matière politique, les échanges seront plus difficiles tant que perdurera la réalité actuelle: un sud très autonome et un nord étouffé par un carcan administratif très centralisé.

régions de l'Etat espagnol où l'on parle le plus de langues étrangères ? Et bien, la Catalogne et Euskadi. Ce sont deux régions où l'identité est très présente mais où elle sait aussi s'ouvrir à celle des autres".

Il serait peut-être intéressant de faire un comparatif avec certaines régions françaises qui se targuent d'être des fiefs de

Ikastaldi :

Un stage d'apprentissage de l'euskara est organisé cette année du 11 au 16 juillet inclus. Celui-ci est ouvert aux personnes ayant déjà des notions d'euskara (1ère année de Gau eskola).

Pour des renseignements complémentaires veuillez contacter le

05 59 51 21 94

RENSEIGNEMENTS

25 rue Thiers karrika - 64100 BAIONA

Tél. 05 59 46 15 34 - Fax. 05 59 59 54 84

e.mail : lema@ej-pnb.com - Site : http://www.eaj-pnb.com

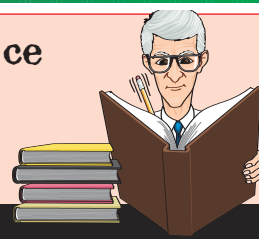
Heures de permanence :

du lundi au vendredi de 9h00 à 13h00 et de 14h00 à 18h00

Abonnement annuel : 15 euros



Qui est ce qui a écrit ?



"Où qu'ils vivent dans le monde, tous les hommes seraient les mêmes, devraient être soumis aux mêmes statuts, obéir aux mêmes règles. Il ne faudrait pas les voir se rassembler en fonction de leurs traditions et de leurs croyances mais se fondre dans une communauté unique. C'est bien là l'illusion Jacobine" ?

Fayard – Janvier 2005.
"L'illusion jacobine" paru aux éditions Edouard Balladur dans son dernier livre
Réponse :

Qui est ce qui a écrit ?

"L'uniformité obligatoire, c'est le mépris de la personnalité, le rejet de l'originalité des peuples. L'universalisme, c'est la générosité, le sentiment de la fraternité qui unit tous les hommes au-delà de leurs différences. La France qui l'a inventé doit, pour le préserver, éviter qu'il ne soit confondu avec l'uniformité"?

Fayard – Janvier 2005.
"L'illusion jacobine" paru aux éditions Edouard Balladur dans son dernier livre
Réponse :

Qui est ce qui a écrit ?

"Il n'est jamais trop tard pour bien dire la vérité". ?

Réponse : Ce n'est pas Edouard Balladur

Ez ahantz 2005ko Herri Urrats Senperen. N'oubliez pas l'édition 2005 d'Herri Urrats à St Pée sur Nivelle.

